

recu jan. 77

le fossé



LIBÉREZ
L'EXPRESSION

EDITORIAL

Ce Fossé numéro 2, par la diversité des sujets abordés, se propose de traiter de tout ce qui touche à la vie de l'écopier, non seulement de problèmes relatifs à l'école, mais également de tous les problèmes auxquels il est confronté quotidiennement. (politique des loisirs, ségrégation sexuelle à l'école etc...) Cette démarche n'est pas due au hasard: l'école, telle qu'elle est vécue actuellement, étouffe tout débat sur ces questions. Mais ces questions doivent se poser! Un débat doit s'engager sur ces problèmes! Il ne faut pas que l'école soit un simple lieu où l'on écoute pendant six heures le discours d'un prof. Elle peut être bien plus que cela: un lieu d'échange et de contact, un lieu où serait possible l'expression de toute forme de réflexion.

Ce Fossé amorce ce débat, mais celui-ci ne peut se poursuivre qu'en nous mobilisant sur la liberté d'expression et ceci en revendiquant tout d'abord des panneaux d'affichage libres, sans aucun contrôle de la part de la direction (liberté dont disposent actuellement uniquement les groupes chrétiens). Ces panneaux d'affichage sont loin d'être le remède miracle à la pauvreté des rapports entre écoliers, mais représentent un premier pas vers une expression libre. Mais cette revendication, nous devons l'arracher à nos directeurs. Maintes fois, celle-ci a été avancée par les organes légaux (conseil des délégués) et a toujours été refusée pour des motifs futiles tels que la défense de l'esthétique de l'établissement (Belvédère). C'est pourquoi nous lançons une pétition réclamant l'affichage libre qu'il est indispensable que chacun signe.

Mais il ne suffit pas d'apposer sa signature au bas d'une pétition pour obtenir automatiquement un panneau d'affichage. C'est uniquement par une mobilisation active de tous les élèves, par des actions telles qu'investir les panneaux d'affichage existants ou organiser des assemblées à l'intérieur des établissements que nos revendications pourront aboutir.

MOBILISONS-NOUS!

SOYEZ SOLIDAIRES ET NON SOLITAIRES!

L'ISOLEMENT NOURRIT LA TRISTESSE!

Le Fossé

Pour prendre contact avec nous, venez aux réunions (les lieux et dates de réunions sont mentionnés dans ce journal) ou écrivez à: Catherine Masson
Chemin des Osches 21 B
1009 Pully

PASSEPORT BISTROT !!!

- Dans la "Julie" du 28 Juillet 1976 on pouvait lire un projet du Conseil d'Etat visant à instaurer un permis-bistrot pour tous les élèves de moins de 16 ans; n'ayant pas la possibilité de rentrer chez eux à midi etc...

Cet Ausweiss, délivré par les autorités scolaires, indiquerait le jour et l'heure de validité de l'autorisation, et serait indispensable pour entrer dans un établissement public. (les contrevenants ainsi que les patrons de bistrot seraient punissables en cas de contravention à ce règlement.)

Sous prétexte d'un adoucissement de l'article 80 (l'accès aux établissements publics est strictement interdit aux gens de moins de 16 ans non accompagnés d'un adulte responsable.), les autorités scolaires n'ont trouvé là qu'un outil supplémentaire pour surveiller plus activement notre vie privée.

Ce permis est un moyen (encore un!) de restreindre notre maigre liberté.

L'article 80 stipule encore que les élèves des collèges ne fument pas et ne sont pas seuls dehors après 22h.

OU VONT ILS S'ARRETER?

A quand le permis de fumer?
a quand le permis de bal?



MEUX QUE LE
PASSEPORT
BISTROT,
L'UNIFORME!

Le gymnase, l' école en général, est le reflet de notre société où la femme est amenée à jouer un rôle secondaire: elle est tout d' abord épouse et mère.

Dès sa naissance, elle reçoit une éducation différente de celle du garçon: celui-ci dispose bien plus de la possibilité d' exprimer ses désirs contrairement à la fille qui doit souvent les réprimer parce qu' on lui demande d' être douce, calme, gracieuse, soumise etc...; inconsciemment, on veut que tous deux correspondent aux modèles propres à leur sexe fixés par notre société. Mais il faut admettre que la fille y perd bien plus que le garçon: elle a beaucoup plus de difficultés à développer sa personnalité à travers son identité d' où ses futures difficultés à s' exprimer, à s' affirmer.

Cette ségrégation se poursuit à l' école dès les premières années. Comme dans la famille, on admettra par exemple une certaine indiscipline chez le garçon, en prétextant qu' elle est inhérente à son sexe, alors que chez la fille, cette même indiscipline sera jugée anormale et par conséquent réprimée.

Dans un autre domaine, mais non moins significatif, on remarque que l' on réserve la couture aux filles et les travaux manuels aux garçons, que la gymnastique est conçue très différemment pour rendre les unes gracieuses et "féminines", et les autres forts et "virils". Au collège, on oriente les filles et les garçons dans des sections différentes: les filles dans les sections modernes ou générales littéraires, afin de devenir des femmes de directeur cultivées ou des secrétaires de direction, et les garçons dans des sections scientifiques ou générales techniques pour qu' ils deviennent eux directeurs ou techniciens.

Le gymnase ne fait lui que perpétuer cet état de fait. Combien de professeurs adoptent une attitude complètement différente pendant les cours entre les "jeunes gens" et les "jeunes filles", consistant à s' adresser à la fille en pratiquant une ironie mesquine qui assure au professeur une hilarité générale.

Tout cela ne tend qu' à maintenir la soi-disante "nature féminine" et "masculine" profondément ancrée dans notre société.

Simone de Beauvoir a écrit: "On ne naît pas femme, on le devient." L' école contribue à ce devenir et nous tous, garçons ou filles devons en être conscients et refuser cette ségrégation. La femme doit être femme libre et indépendante de l' homme et c' est à partir de là que l' on peut lutter ensemble pour un idéal commun.

Fantomas et Fantomette

Ouvrages à lire:

Sheila Rowbotham: conscience des femmes, monde de l' homme
(édition des femmes)

Elena Gianini Belotti: du côté des petites filles (éd. des fem)

Collectif italien: être exploitées (éd. des femmes)

POLITIQUE DES

LOISIRS

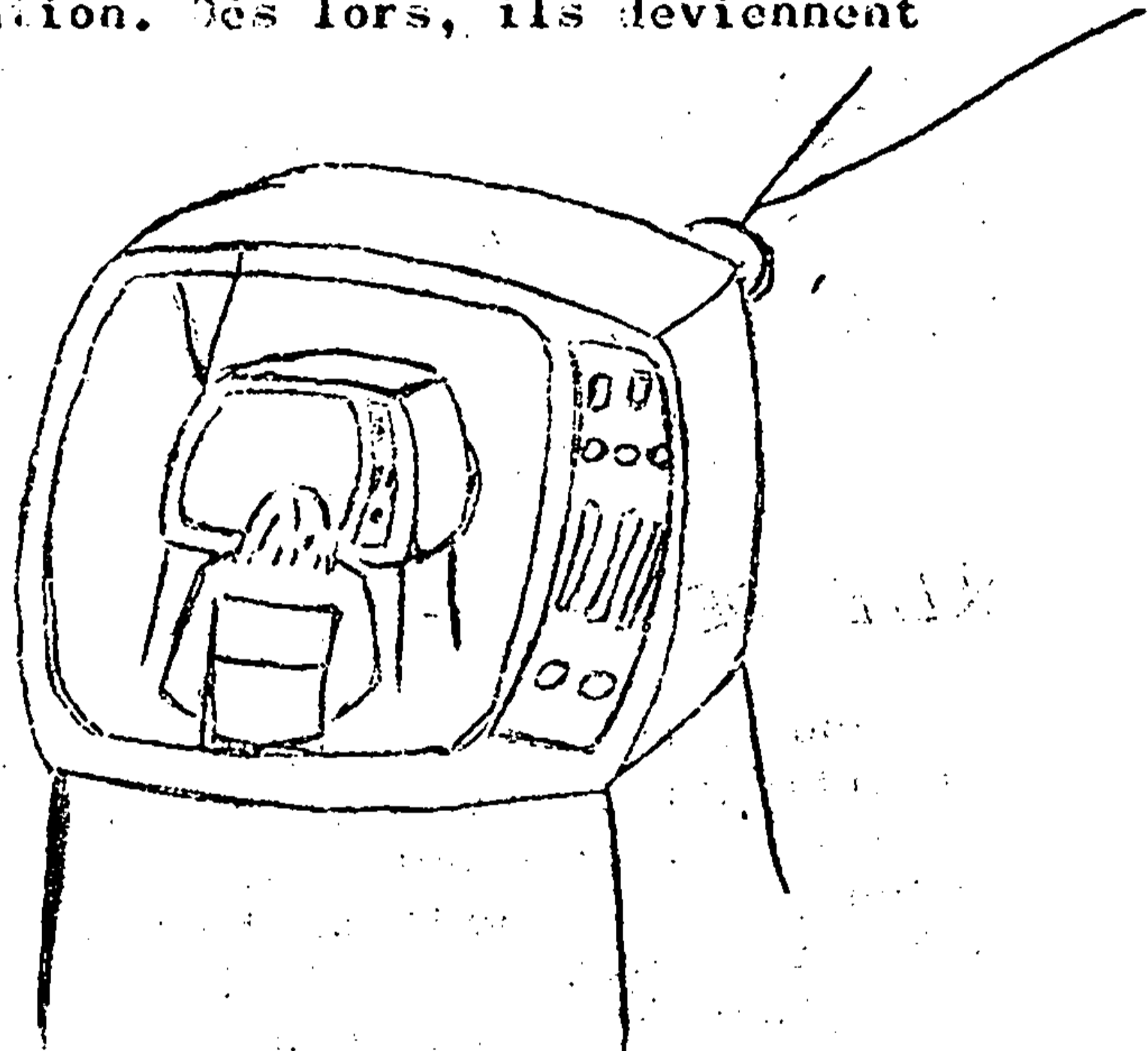
Il serait bon, tout d'abord, de déterminer dans quel cadre s'insèrent nos loisirs et de définir les conditions devant permettre d'amener leur réalisation.

La notion de loisirs implique essentiellement celle de liberté et introduit, par voie de conséquence, celle de contrainte et d'habitude. En effet, l'on remarque que dans notre civilisation, quel que soit son système politique ou son gouvernement, les loisirs dépendent uniquement du temps libre que nous accorde la société. De plus, les loisirs subissent une prise en charge de la part du gouvernement qui s'assure ainsi un contrôle régulier sur les activités ayant trait autant à la culture intellectuelle que physique : seuls les loisirs suivant une ligne ne portant pas atteinte au système sont autorisés, alors que les autres, considérés comme subversifs, sont combattus avec vigueur au nom du respect des libertés individuelles et de l'ordre particulièrement.

Une des déformations les plus importantes des loisirs est leur commercialisation et leur professionnalisation. Dès lors, ils deviennent de plus en plus passifs au lieu d'être action. L'individu est supporter de telle ou telle vedette au lieu de faire du sport lui-même. Les puissants moyens mis en oeuvre pour les loisirs demandent à être rentables. La majorité d'entre eux a donc pour but premier de rapporter de l'argent : c'est l'industrie et le commerce du loisir sans souci de ses buts premiers, l'éducation et le plaisir.

Cela est tout ce qu'il y a de plus dangereux, car pour un individu qui a pris l'habitude de se laisser amuser, d'être spectateur et de se fier à des professionnels payés pour satisfaire son désir de dépaysement, il y a un grand risque pour que, sur le plan de la participation politique, il charge aussi des professionnels de gérer la société à sa place avec tout ce que cela peut entraîner comme dictatures, aliénations, etc..

Cela a aussi une conséquence très grave : l'uniformisation des individus. Pour fournir des divertissements rentables, il faut que beaucoup de gens y participent; donc pour toucher le plus possible de monde, il faut faire une sorte de moyenne entre les intérêts de chacun. Et ceci n'est pas seulement valable pour les loisirs. Actuellement, un jeune ne modèlera probablement pas sa ligne de conduite sur celle de ses parents, ni sur la tradition, mais selon un sentiment de groupe auquel il croit devoir appartenir. Cela aura des répercussions non seulement sur sa façon de s'habiller mais aussi sur ses goûts, le choix de ses études et de sa carrière ou l'occupation de ses loisirs. Si l'on observe que la majorité des gens utilise ses vacances en voyages organisés ou à s'entasser dans des campings ou sur des plages, cela est assez significatif. Ces personnes, d'ailleurs, ont en toute bonne conscience l'impression que ce sont eux qui ont l'initiative de leur ligne de conduite, alors qu'en fait ils sont guidés par le conditionnement des marchands de loisirs.



Conscient de sa suprématie et de l'intérêt qu'il a à donner une direction qui va de pair avec sa politique, l'état met tout en oeuvre pour favoriser les loisirs qui lui conviennent par des subventions et d'autre part s'efforce de tenir éloignés, voire de saborder, ceux qui sont susceptibles d'ébranler sa mainmise.

Dans le panorama s'offrant à nous pour illustrer cette politique, nous avons pris deux exemples qui nous semblent assez représentatifs de la situation, le premier parce que nous concernant de plus ou moins près : c'est le cas des centres de loisirs fermés parce que pratiquant l'autogestion ou parce que constituant le lieu de réunion de groupements politiques. Le deuxième illustre de façon claire à quel point la vie culturelle engagée est tenue à l'écart : les subventions dérisoires accordées à des groupes de théâtre ou chansonniers, artistes en général, se refusant à suivre une ligne traditionnelle en sont la meilleure preuve.

Pour faire adopter la ligne de conduite qu'ils se sont fixée, les gouvernements s'appuient sur un certain nombre de contraintes habituelles assimilées par la plupart, contraintes qui sont dictées par les différentes institutions régissant notre société.

Travail scolaire et professionnel

LE FOSSE SE REUNIT
TOUS LES MERCREDIS
A 5 h A LA LIBRAIRIE
EEDIAS

RUE DE LA TOUR 8 BIS

Dans ce chapitre, il convient d'abord de distinguer le travail scolaire et le travail professionnel. Cette distinction nous est imposée par les faits, mais idéalement elle ne devrait pas exister. Si notre vie n'était pas divisée en une période d'éducation et une période de gagne-pain, on pourrait imaginer une seule période de formation perpétuelle librement choisie et effectuée pour le plaisir de chacun.

Pour introduire le premier terme, on peut faire une remarque assez significative; en grec, le mot qui a donné école, "skholê", signifie "loisir". Il y eut donc un temps où études et loisirs ne faisaient qu'un. Le drame est que l'école est devenue une simple introduction à la vie professionnelle.

Le travail scolaire ne nous fait pas subir de contraintes à proprement parler dans le sens où notre liberté de loisirs ne se voit pas entravée par des méthodes coercitives, mais il n'en reste pas moins que, en deçà de sa volonté de nous intégrer dans la société et de sa façon de préparer notre avenir, l'école se propose, par le biais de notre conscience intellectuelle, de nous culpabiliser chaque fois que nous n'accomplissons pas notre "devoir d'étudiant" en nous adonnant à un loisir qui nous semble mérité quand bien même notre travail n'est pas achevé. L'emploi du mot "contrainte" peut paraître abusif; toutefois, il convient de mesurer l'impact qu'exerce une telle contrainte sur quelques esprits.

Pour ce qui est de la vie professionnelle, nous ne parlerons pas de ceux qui font un travail personnel et intéressant, correspondant à leurs aspirations et étant en quelque sorte une espèce de loisir. Car ceux-ci forment une minorité. En effet, la presque totalité du primaire et du secondaire et une grande partie du tertiaire ont un travail relativement aliénant. Dans notre société actuelle, un emploi à l'usine ou au bureau n'a pas pour objet de développer le caractère ou la personnalité ni de favoriser l'épanouissement de l'individu. C'est un travail sans comparaison

avec celui de l'artisan. Par sa nature, il élimine la fierté du travail achevé et aliène l'individu qui, le soir, n'a plus les ressources nécessaires, à cause de sa fatigue physique ou morale, souvent même les deux, pour trouver des loisirs où il puisse s'exprimer. Or, les loisirs mis dans le commerce (télévision, radio, films, spectacles sportifs) ne demandent que peu de création personnelle. On peut passer des heures devant sa télévision sans être sollicité. Ces loisirs éliminent le besoin d'analyse et de synthèse et amenuisent l'imagination et l'invention. Ces conditions nous font de l'ouvrier l'exemple le plus flagrant de l'aliénation de l'homme par le travail et nous donnent le type même incarnant la consommation des loisirs qui lui sont pour ainsi dire imposés. Il est incapable de répondre de lui-même à ce choix imposé et ne fait que suivre une vie paisible n'offrant ainsi pas de difficultés, du moins à court terme, au gouvernement.

Le loisir n'est alors plus qu'une occasion de rêve, d'évasion de la réalité quotidienne. L'on s'éloigne vraiment beaucoup du but premier des loisirs qui est la liberté réelle.

Malgré quelques tentatives de réinsertion des ouvriers dans la vie culturelle et d'initiatives visant à laisser plus de temps libre à l'ouvrier, celui-ci reste plongé dans son univers où l'on a bien voulu le parquer

L'argent

Symbole de réussite dans notre civilisation occidentale, l'argent est surtout celui de l'illusion : dans une société où tout est créé en fonction des demandes de celui qui a les ~~ix~~ moyens de consommer, les loisirs subissent une hausse en rapport à l'intérêt que leur accordent ces " heureux élus ". Ainsi donc, la majorité des loisirs demande des ~~investissements~~ investissements qui, pour la plupart, sont impossibles, sinon impensables.

Les prix des théâtres, cinémas, concerts, sont intolérables; ce n'est qu'une minorité qui peut payer 50 à 70 francs pour aller voir Bérart ou 24 francs pour aller voir les deux parties de " 1900 ".

Dire qu'une journée de travail incite aux loisirs est un leurre. Car, expérience faite dans une usine d'Okron (USA) où la durée avait été abaissée à trente-deux heures par semaine, sans diminution de salaire, la majorité des ouvriers préfère l'exercice d'un second métier plutôt que les loisirs.

Car le drame de notre époque est que l'argent a pris une telle place que l'on préfère être plus aisé en se privant de loisirs. Il est entré dans les mentalités qu'il faut d'abord avoir un niveau de vie assez élevé et qui couvre plus que les besoins élémentaires avant de financer des besoins dits " superflus ", c'est-à-dire justement les loisirs.

Il y a un autre facteur qui entre en jeu; en effet, le temps libre fait peur, car il est le seul moment où l'individu prend ses responsabilités.

Entre l'offre du marchand de rêve donnant un reflet infidèle du niveau de vie du simple citoyen et le prétendu accès à cette offre se situe tout le problème d'une société incapable de répartir également entre tous l'objet de jouissance de la minorité sans démolir toutes ses structures. Les marchands de loisirs (publicités pour les voyages) utilisent d'ailleurs beaucoup ces inégalités. Cela maintient de cette façon une certaine élite des loisirs, contribuant à l'image de marque des organisateurs. En accordant à une élite certains loisirs, l'état nous indique très clairement sa volonté d'écarter la majorité de la vie culturelle et d'appeler à la succession et à la relève du système ceux qu'il a favorisés. On peut donc dire de manière générale que notre société de consommation vise à l'avoir plus qu'à l'être d'où le malaise général de la politique des loisirs.

Les lois

La critique que nous formulons à l'égard des lois ne porte pas sur leur formulation, mais sur la libre interprétation engendrée par leur contenu à caractère strict et schématique servant à défendre la moralité d'une société condamnable. Par conséquent, nous refusons les abus qu'elle suscite et leur caractère contraignant tendant à s'installer dans la réglementation des loisirs. On peut citer à titre d'exemple les fameux arrêtés promulgués ce printemps, interdisant le droit de se réunir pendant et en dehors des cours, ce qui est en complète contradiction avec la constitution instituant le droit de réunion. Ces mêmes arrêtés interdisent aux moins de seize ans d'aller au bistrot. Cet état de fait risque d'ailleurs d'être renforcé par le passeport-bistrot, faisant intervenir le contrôle de la famille et de l'état dans les loisirs. L'interdiction des maisons de jeux et des maisons closes imposée par la moralité en est aussi un exemple frappant.

Moralité

Il y a une grande corrélation entre ce chapitre et le précédent, les lois étant l'expression officielle de la moralité. Cette dernière décide en fait à notre place de ce que nous devons faire et ne pas faire.

Dans notre société où les notions de liberté et d'indépendance se définissent par rapport à une morale servant essentiellement à sauvegarder les intérêts personnels et à défendre les restes d'une civilisation chrétienne, les loisirs cherchent à s'individualiser ou sont proposés par des gens n'ayant pas nécessairement la même vision que le gouvernement au sujet d'une direction (dans le sens d'option) à donner aux loisirs, et ainsi s'attirent automatiquement les foudres d'un mécontentement d'autant plus inacceptable qu'irréfléchi et les répressions qui lui reviennent de droit. Dès lors, le gouvernement a trouvé un ardent défenseur de ses théories dans la foule des gens se targuant de bien penser et est décidé à en tirer toutes les ressources susceptibles de le servir.

L'on se retrouve alors dans la majorité des cas devant la situation suivante : un projet concernant les loisirs est soumis et rencontre une désapprobation. Cette désapprobation est amplifiée par tout le travail de la presse, de la radio et de la télévision. Les personnes recevant quotidiennement des commentaires à ce sujet s'enferment dans leurs idées qui font boule et s'installent dans l'opinion publique, de telle sorte que le gouvernement n'a plus qu'à utiliser le mécontentement pour expliquer les raisons de sa non-adhérence à l'initiative. Il serait bon à cet égard de citer l'exemple qu'offrent les centres de loisirs et autres lieux de réunion. En fermant le Mao, la police, expression de la moralité, a privé beaucoup de marginaux, qui ne se droguaient pas nécessairement, de leur lieu de réunion.

De plus, la moralité a décidé que le fondement de notre société était le travail et que le loisir n'en était qu'un complément secondaire d'occasion. Il est significatif de constater le complexe qu'ont les chômeurs de ne pas travailler, comme si cela était une honte. Or si les loisirs étaient bien organisés et moins élitaires, les chômeurs pourraient utiliser ce temps libre forcé à compléter leur culture et se détendre sans se morfondre dans l'opprobre.

La famille

Dans toutes les civilisations, la famille a joué un rôle prépondérant dans la vie politique soit en occupant plusieurs postes clefs, soit en étant le gouvernement qui restait son apanage. Si elle a perdu de l'importance en titre, prise séparément, elle conserve soigneusement sa puissance en tant que cellule de base de la société et, en s'unissant,

l'augmente en se constituant défenseur de la moralité et missionnaire de l'éducation. C'est au nom de la protection de la jeunesse qu'elle répand avec zèle les notions de responsabilité et de devoir, et c'est toujours en son nom qu'elle lui ferme les yeux sur les abus et les injustices.

En tant qu'institution donc, elle prodigue une instruction et une éducation visant essentiellement à faire assimiler aux enfants des principes religieux si possible, des règles de savoir-vivre et surtout une vision du monde qu'ils ne peuvent ni approuver ni rejeter. Le grand problème de l'éducation consiste à faire respecter sa liberté et soi-même sans tenir compte de celle des autres, c'est-à-dire de vouloir instaurer une situation de dominant à dominé ne servant qu'à détruire les rapports pouvant se nouer entre les membres d'une famille et à provoquer de la part des enfants une profonde révolte. Ce manque de liberté se reflète dans le comportement d'un enfant incapable dès son jeune âge de pouvoir entrer en contact en dehors de l'école, avec des enfants de son âge, et, plus tard, de pouvoir être accepté, parce que ne pratiquant pas quelque sport ou ne pouvant disposer librement de son temps. La notion de liberté prend donc tout son sens pour un enfant ne pouvant jouir de loisirs; et ce manque de liberté risque d'influencer fortement son développement intellectuel et physique qui se trouvera handicapé jusqu'au moment où il parviendra à recouvrer la liberté.

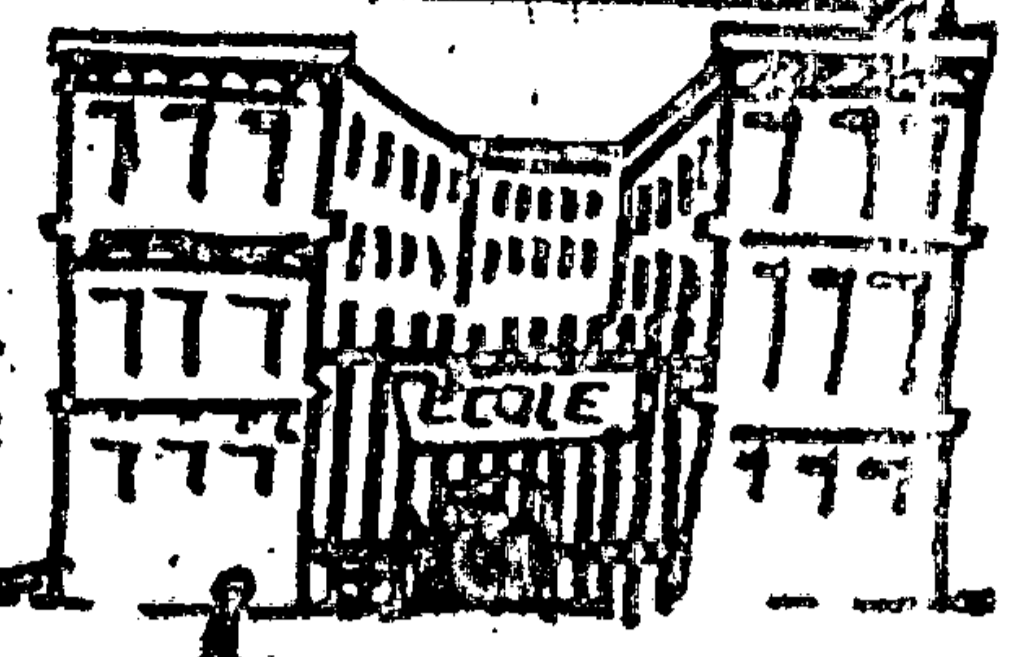
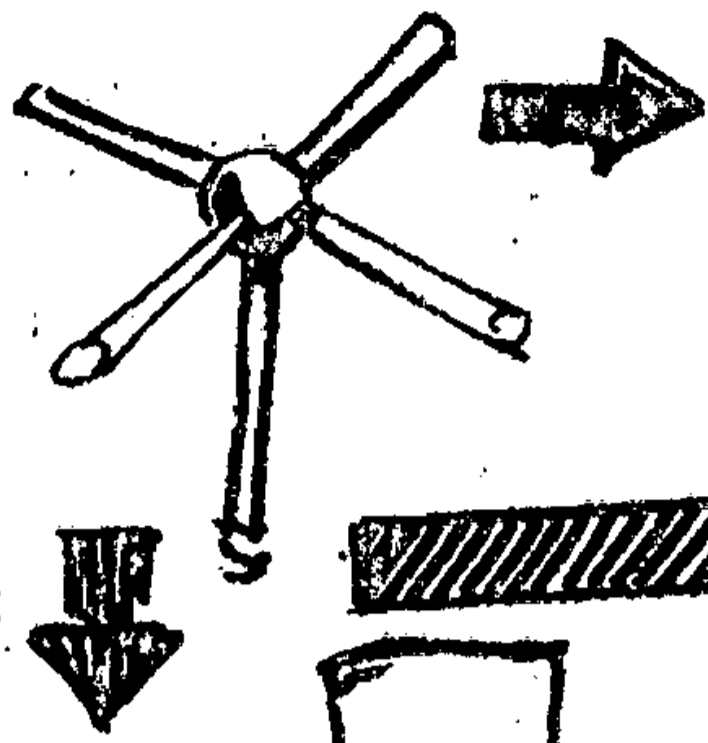
Tout ce qui précède aboutit à la fois à une uniformisation des individus dans le sens qu'ils ont tous des loisirs standardisés (télévision, vacances), due à la société de profit, et à un individualisme dans la société dans le sens qu'au lieu d'avoir des loisirs de groupe constructifs, l'homme s'enferme chez lui pour regarder la télévision ou passe seul ses vacances sur une plage au milieu d'une foule de gens identiquement seuls. Un exemple qui vaut ce qu'il vaut est celui des alcooliques. En effet, les statistiques de la Croix Bleue démontrent que la majorité des alcooliques boivent seuls chez eux, alors qu'avant c'était dans les bistrotts qu'ils le faisaient.

Tout ceci aboutit donc finalement à une aliénation et une passivité de l'individu. Le désir d'action de l'homme se fait de plus en plus par procuration de vedettes (sport, spectacles, cinéma) ou par des substituts comme la conduite de l'auto. En conclusion, l'aliénation des loisirs prolonge celle du travail.

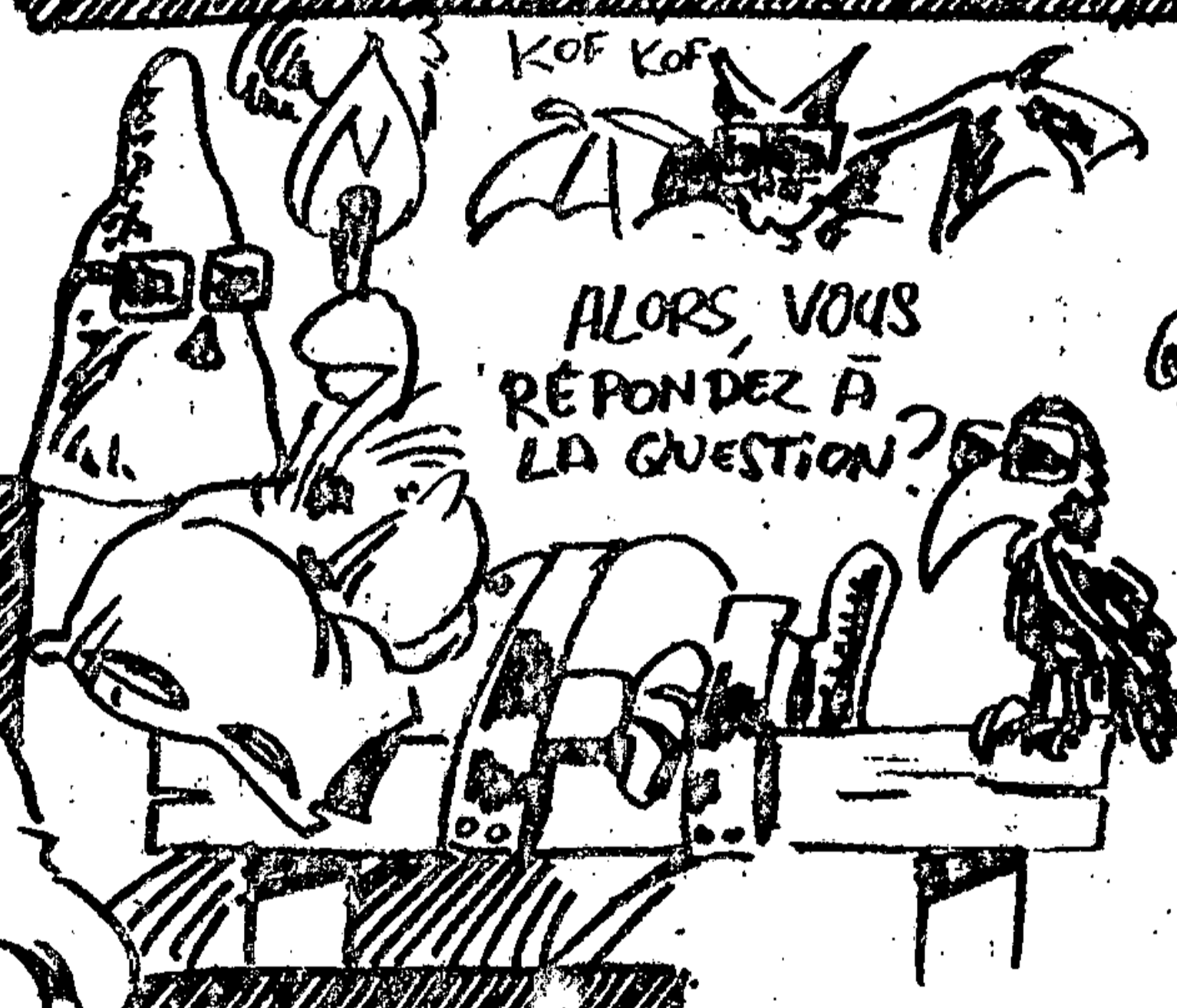
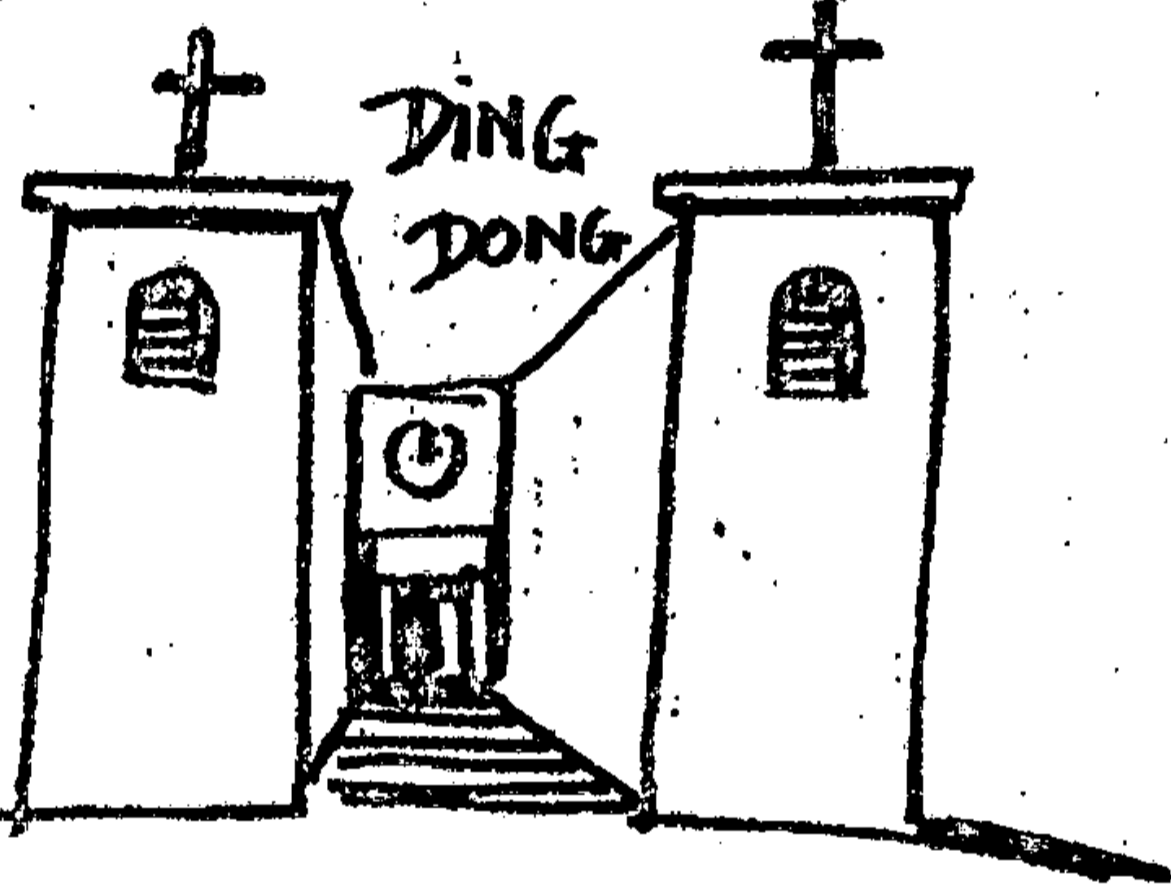
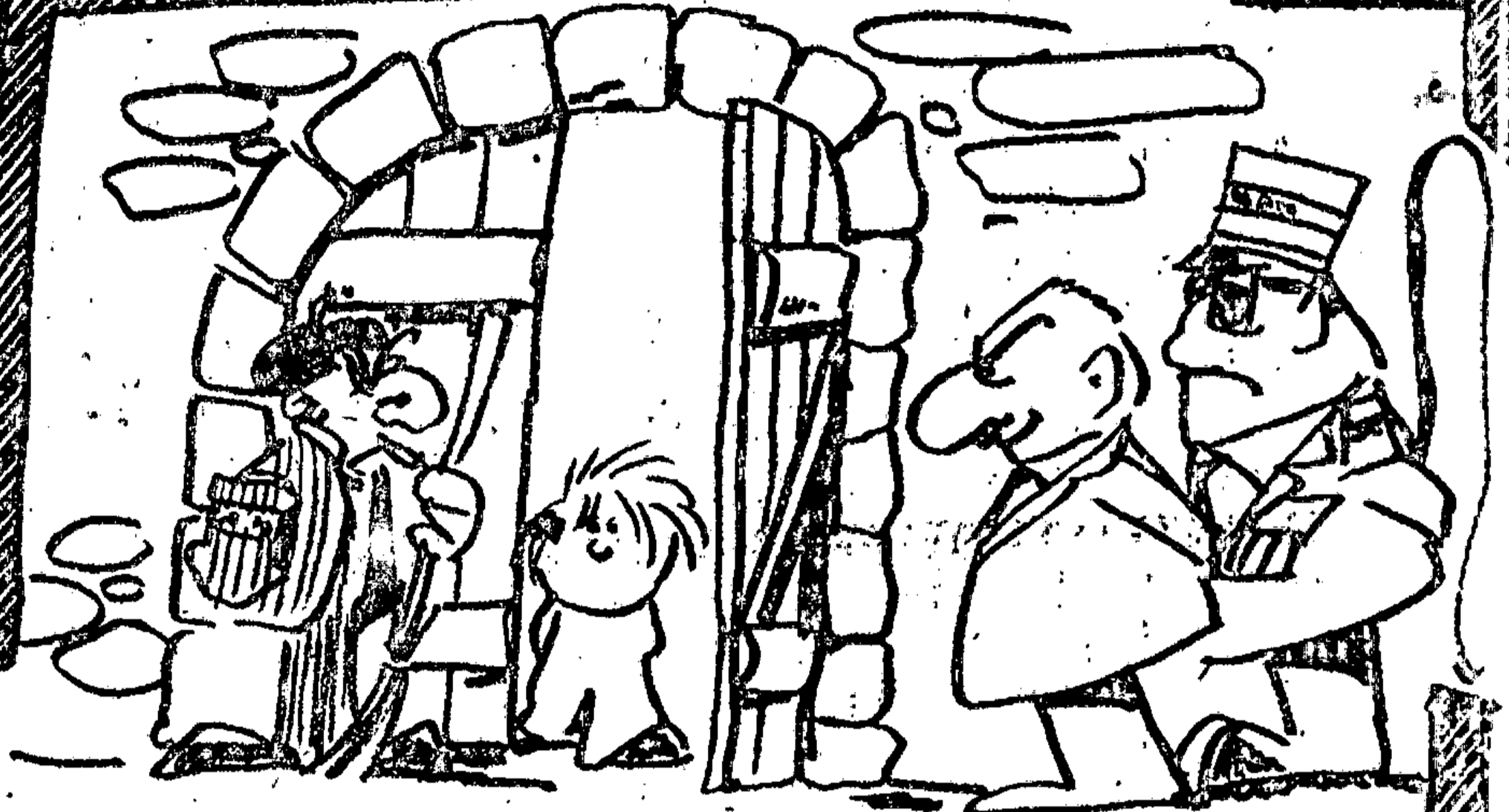
Pour remédier à cet état de fait, il faut inmanquablement faire sauter les limites et les contraintes que le système nous impose. Il faut commencer par mettre au point une politique permettant à tout individu d'exercer son initiative personnelle et de satisfaire ses intérêts; une politique sans sélection en faveur des plus doués et des plus riches. Le vrai problème des loisirs est celui du rapport entre ceux-ci et le travail. Une solution serait de supprimer la barrière entre loisir et travail pour qu'ils ne soient qu'un. Ce serait une société où " personne n'est attaché à une spécialité de hasard mais où chacun peut se perfectionner dans toute branche d'activité qui lui convient " (Marx, La Sainte Famille). En somme, nous préconisons une sorte d'éducation continue où le loisir est pleinement intégré dans le travail. De plus, il est important de réintroduire un esprit d'équipe dans la société, ceci étant synonyme de désaliénation. Ceci acquis, suivrait inmanquablement le déconditionnement et la réapparition de l'esprit critique, condition sine qua non pour avoir des loisirs équilibrés. Tout ceci aura comme conséquence inévitable de libérer une création nouvelle et d'enrichir considérablement notre nature qui a tendance à s'ankyloser. Ainsi seront réunies toutes les conditions pour une vie équilibrée débarrassée de ses tabous, de ses contraintes et de ses inégalités.

Scholastique, Sosthène & Egésippe

Un livre à lire : " La civilisation des loisirs " Coll. Marabout Université



DÉFENSE D'AFFICHER.



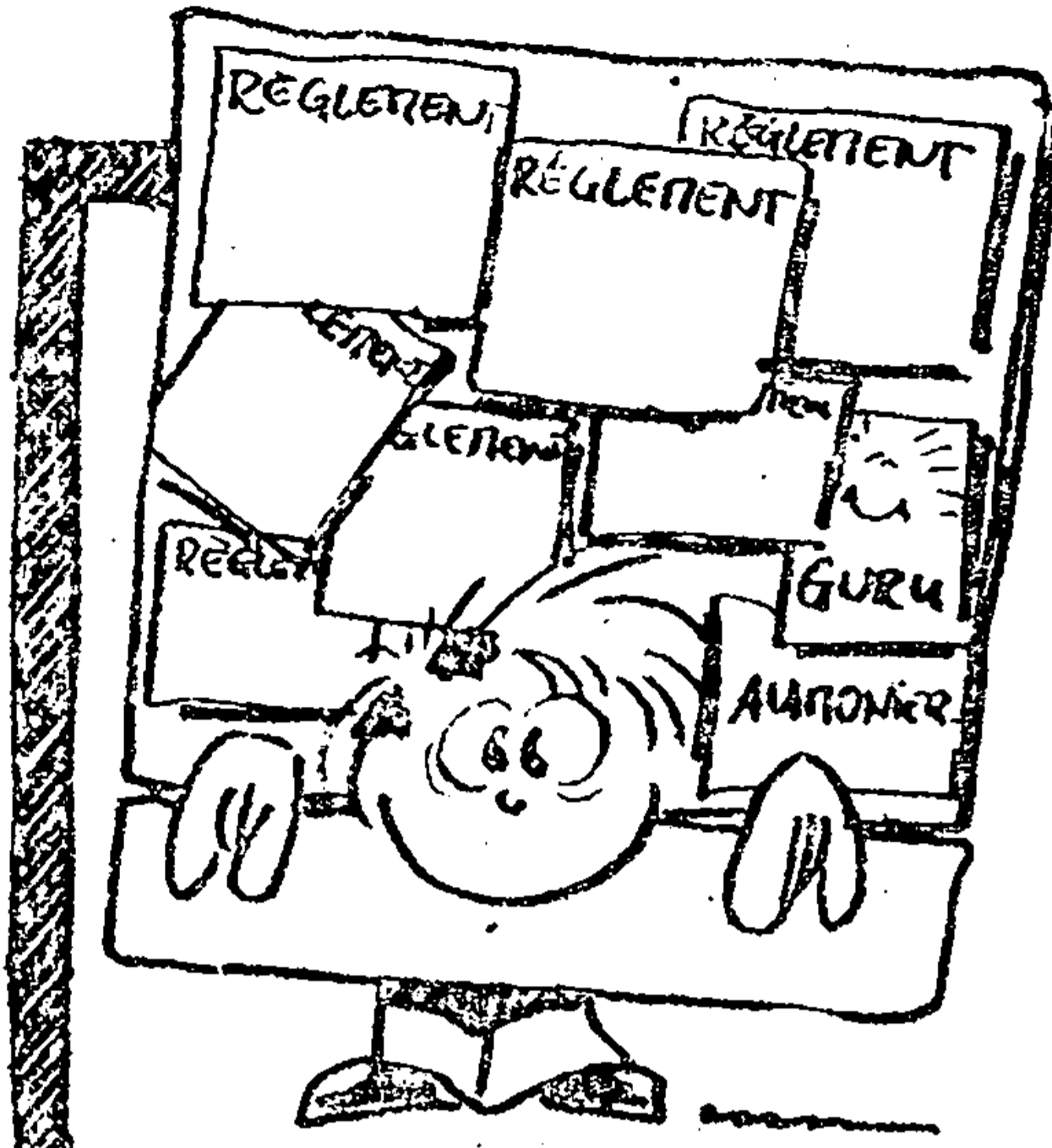
ALORS, VOUS RÉPONDEZ À LA QUESTION?

DEPÊCHEZ-VOUS, C'EST PLUS L'HEURE POUR LES MINEURS!
GLUB GLUB
QUEL MALHEUR!



JE SUIS
POUR BOXE
★ ★ ★ ★ ★

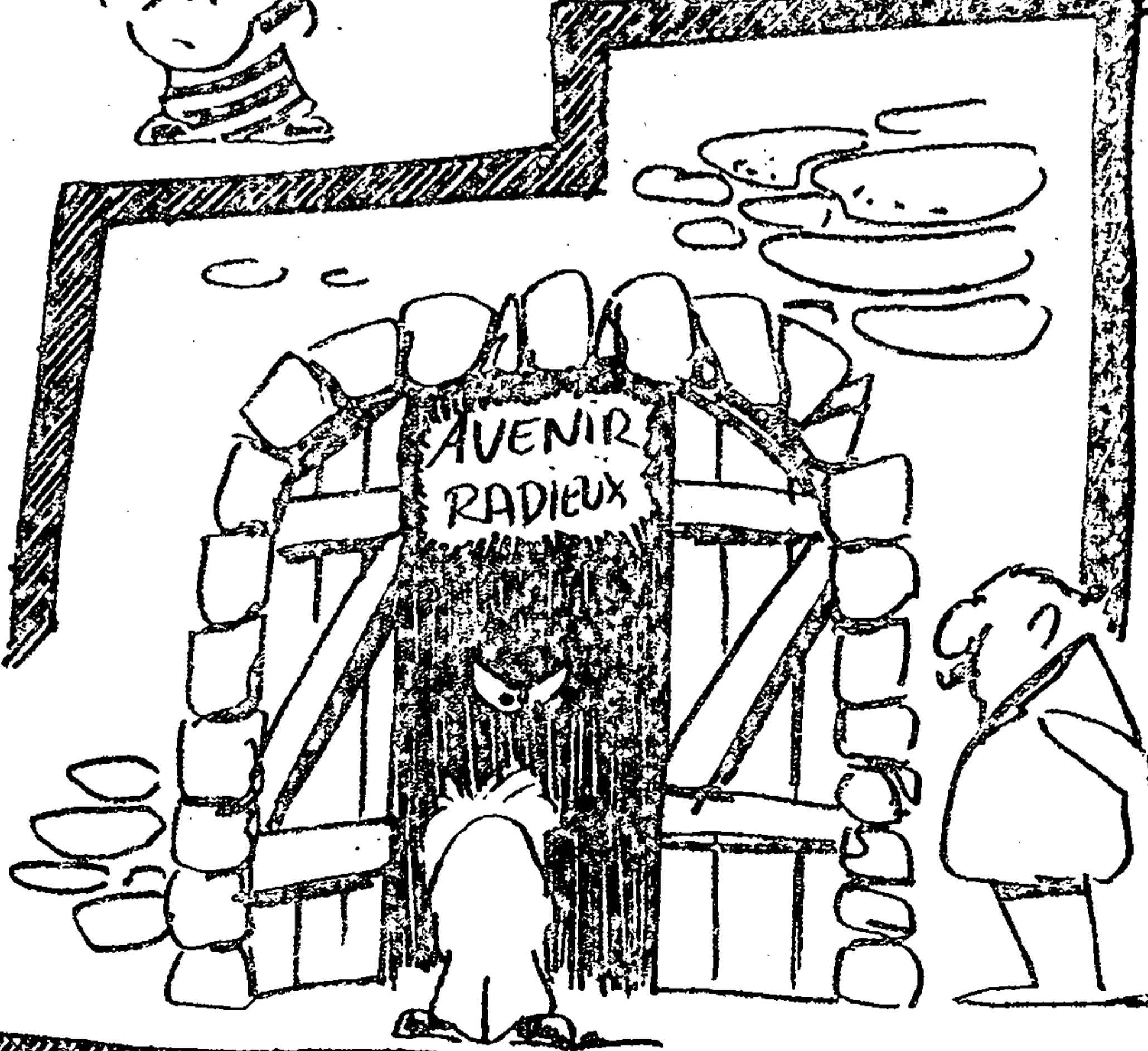
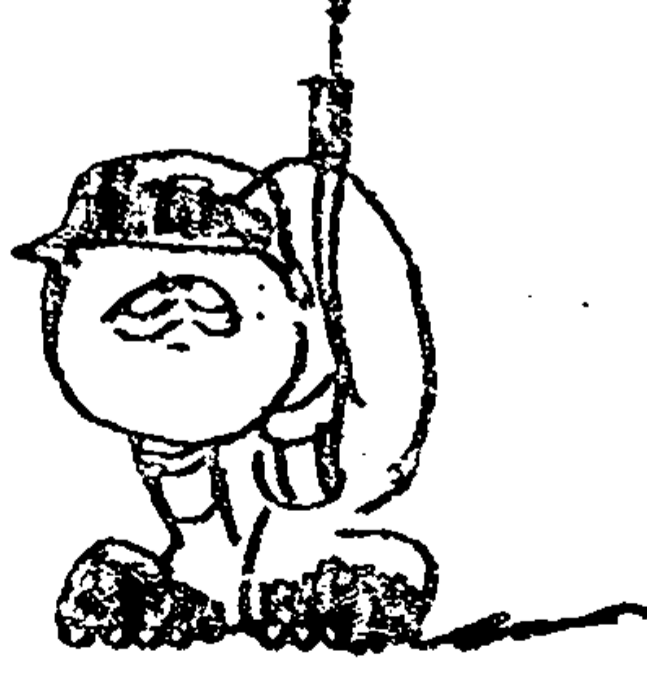
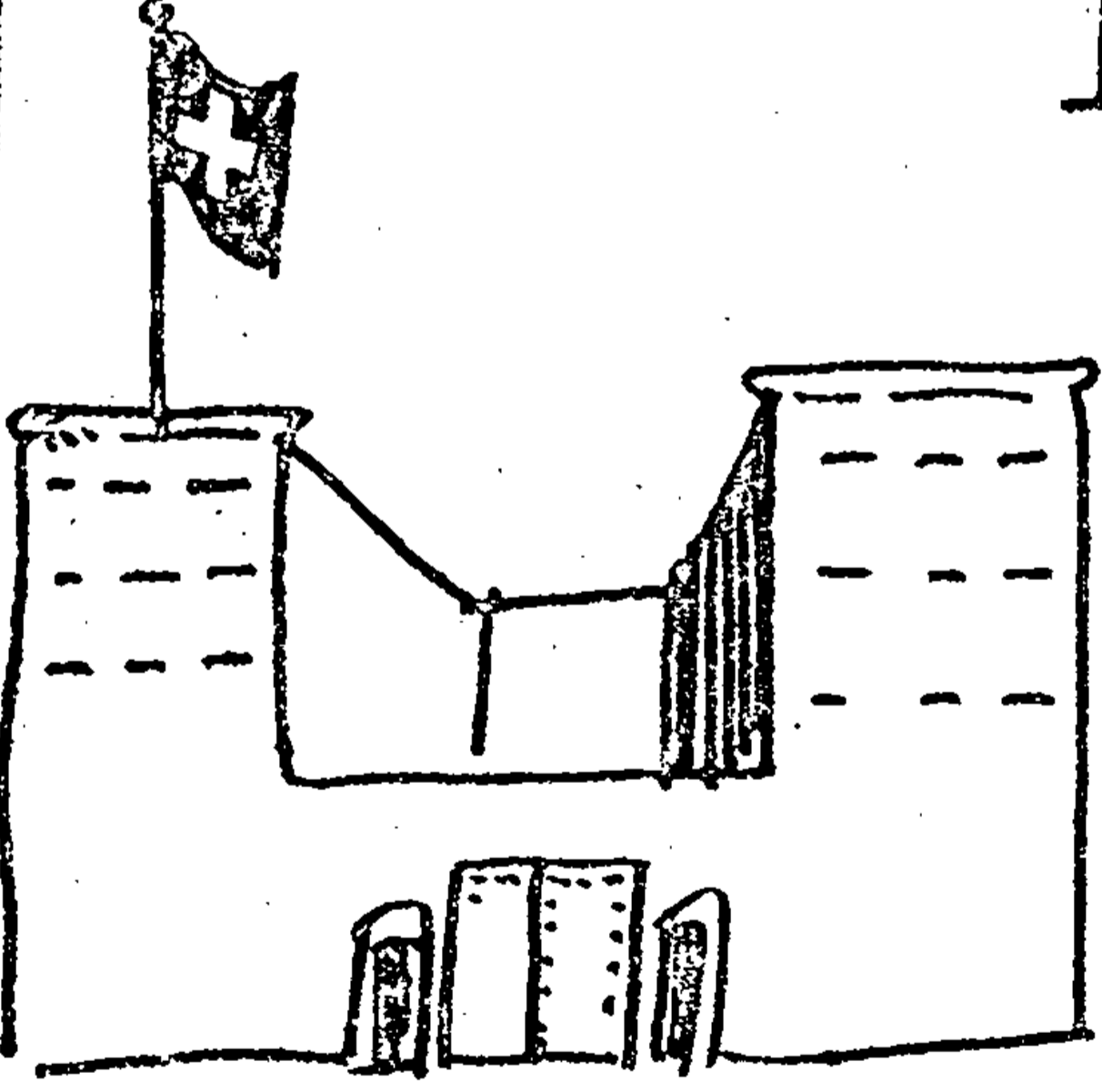
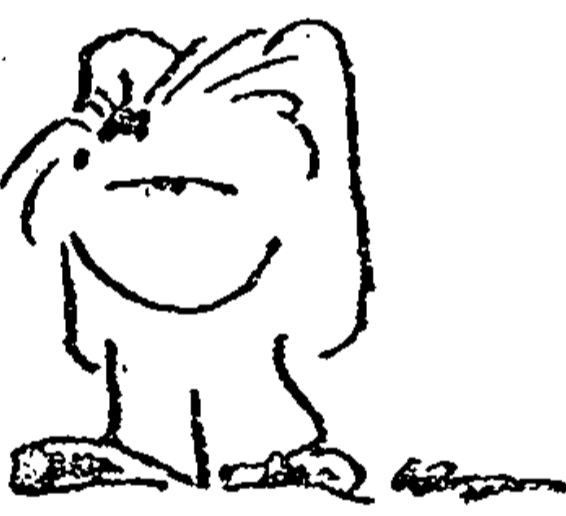
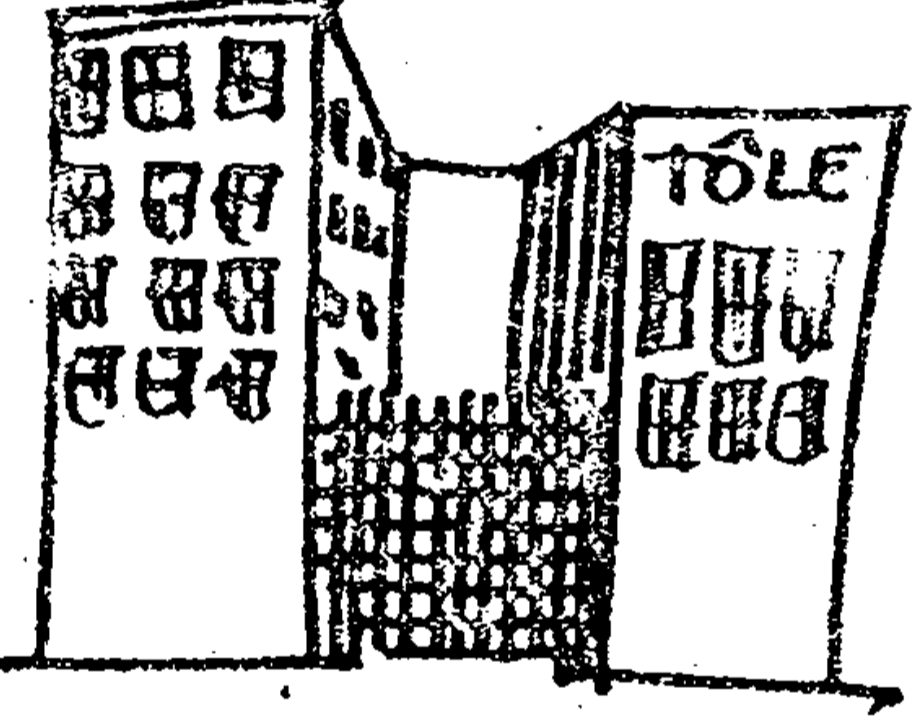
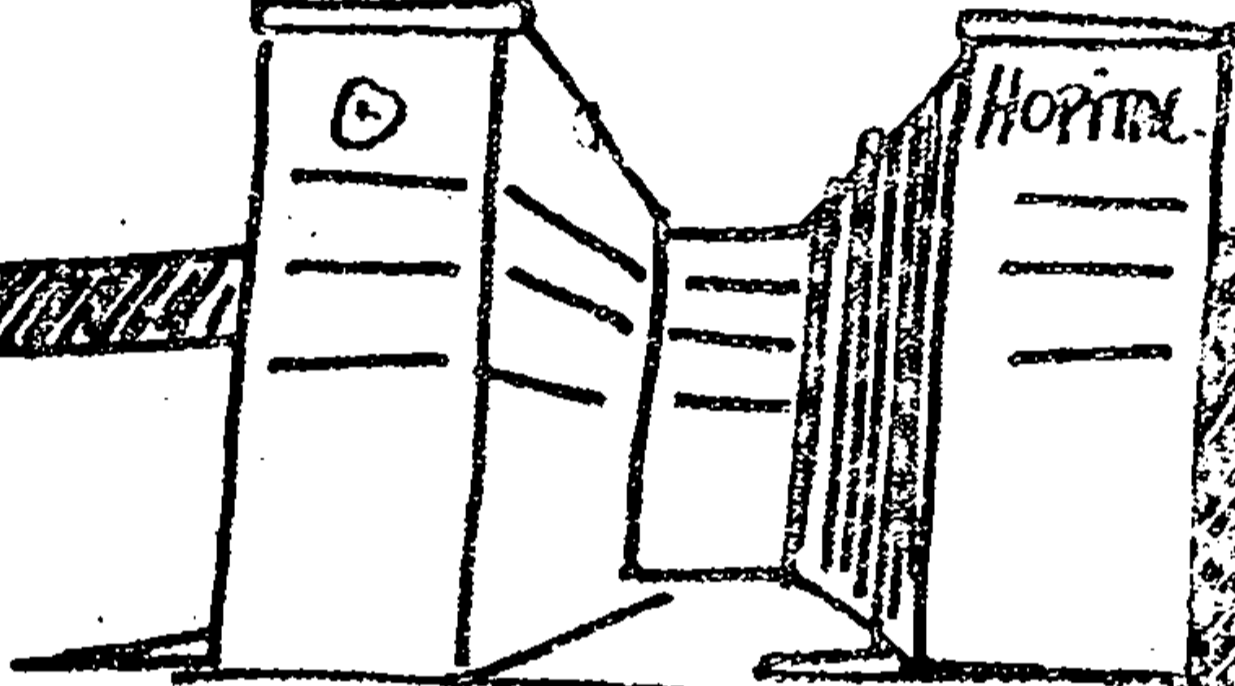
BISTROTS :
FERRE
FERRE
ERRS
MÖVENPICK
MÖVENPICK
MÖVENPICK
MÖVENPICK
MÖVENPICK



VOUS COMIENDREZ
AISÉMENT QU'UN TABLEAU
D'AFFICHES LIBRE MURAIT
À L'ÉLÉGANCE SOBRE ET
DISCRÈTE DE
VOTRE
ÉTABLISSEMENT!



ARRÊTÉS



MANIFESTE DEMOCRATIQUE

La récession économique et le durcissement politique actuels ne menacent pas seulement les postes de travail, mais ils remettent en cause également les droits démocratiques dans notre pays:

Toujours plus d'enseignants sont licenciés (ou non-engagés) pour des motifs politiques, bien qu'ils disposent de la formation nécessaire et qu'ils soient estimés des parents et des élèves.

Dans les services publics, les mesures prises le sont toujours plus selon des critères politiques.

Les mass média, avant tout la radio et la télévision, sont soumis à une censure discrète mais croissante. Des journalistes progressistes perdent leur emploi.

Dans l'économie privée, une série de syndicalistes actifs ont déjà été mis à la porte.

De telles mesures tendent à créer dans notre pays un climat d'incertitude et d'intimidation. Des droits fondamentaux garantis par la Constitution, comme la liberté d'opinion, le libre choix d'une profession, le droit à l'activité syndicale et politique, ne peuvent plus être exercés sans impunité.

Nous sommes inquiets de cette évolution. Précisément en des temps critiques, l'espace pour la discussion libre et le droit au changement ne devraient pas être restreints, mais au contraire élargis. Un Etat démocratique ne peut pas être protégé à coups d'interdictions, mais au contraire, ce qui lui permettra de progresser, c'est la confrontation ouverte entre citoyens majeurs.

Nous nous élevons contre le fait que cette confrontation soit entravée par des décisions politiques unilatérales, derrière lesquelles se cache les intérêts particuliers. Il est contradictoire et malhonnête d'exiger du citoyen plus d'initiative et plus de courage civique, et de le condamner lorsqu'il en fait réellement preuve.

Nous estimons que seul le rassemblement solidaire de tous les concernés peut faire échec au rétrécissement des droits démocratiques, à la pression politique grandissante et au processus d'insécurisation qui lui est lié. Dans une démocratie vivante, il n'y a pas de cas particuliers dans les quels la crédibilité de la démocratie tout entière ne serait pas en jeu. C'est pourquoi il ne doit pas y avoir de spectateurs: nous sommes tous concernés.

Pour plus de renseignements sur le Manifeste Democratique dont le texte est publié ci-dessus, écrire à:

"Manifeste Democratique"
Boîte postale 107
8036 Zürich

BELVEDERE, UN GYMNASSE AU-DESSUS DE TOUT SOUPCON

En mars 1971, régnait au Belvédère une ambiance d'agitation générale déclenchée lorsque le directeur, M. Yersin, a annoncé le non-renouvellement du contrat d'un maître stagiaire: Michel Contat.

A ce moment, Contat, âgé de 32 ans, enseigne depuis deux ans à deux classes. L'enseignement n'est pas son unique activité, en effet, il est en train de rédiger une étude sur Sartre, ce qui lui prend la majeure partie de son temps. Il s'intéresse d'ailleurs aussi au cinéma (vous avez certainement entendu parler du film: "Sartre par lui-même"). Ses méthodes pédagogiques sont assez nouvelles, les élèves participent à la direction du cours autant que lui; c'est un prof intéressant et les élèves l'apprécient.

Lorsque les élèves apprennent la décision du directeur de ne pas renouveler le contrat de Contat, ils réagissent en distribuant des tracts et en se réunissant en assemblées générales au réfectoire. Ces réunions se terminent souvent par des grèves de quelques heures, ils exigent des explications auprès de Yersin, mais non-satisfaits des réponses avancées par celui-ci, ils lancent une pétition pour la réintégration de Contat. Durant ces assemblées, de nombreuses discussions s'amorcent spontanément; souvent on remet en question les méthodes pédagogiques habituelles à cause d'un désir général de changement. On discute les rapports profs-élèves au niveau de la classe d'où il ressort le refus d'une autorité trop manifestée par la majorité des maîtres. Ils exigent déjà à cette époque un tableau d'affichage libre et le droit de libre réunion dans les locaux du gymnase (chrétienne, politique ou autre). Il ne semble pas que l'argumentation des élèves soit basée uniquement sur des revendications politiques, mais qu'elles soient le reflet spontané d'une situation mal adaptée aux aspirations et aux besoins des élèves. Dans 24 heures, le journaliste J. Pillet écrivait: "Plus personne aujourd'hui ne peut encore croire que toute cette affaire ait été mijotée dans les officines diaboliques ; des organisations gauchistes"! Un comité se forme, appelé le GAG (groupement action gymnasien), pour organiser la lutte; à remarquer aussi la solidarité des élèves de la Cité qui viennent en masse au BV. La pétition qu'ils avaient lancé aura très vite recueilli 90% des signatures au BV et 45% à la Cité.

Le directeur répond à la demande d'explications des étudiants en disant qu'il a été motivé par des raisons personnelles, explication qui demeure donc très évasive. Il essaie aussi d'inciter les élèves à retourner en classe en leur promettant des compléments d'information. Au refus des élèves d'obéir à cet ordre, il décide de fermer le gymnase du vendredi au lundi. Ensuite, le directeur fera savoir par l'intermédiaire de deux maîtres qui passent dans les classes, les raisons qui l'ont poussé à prendre une telle décision. Il se base sur une phrase prononcée en conférence des maîtres une année auparavant où Contat avait dit: "J'ai l'impression d'enseigner dans l'atmosphère feutrée d'un hôpital psychiatrique". Cette principale raison n'a pas du tout satisfait les élèves qui pensaient d'ailleurs qu'on leur cachait la véritable motivation. Mais on peut aussi comprendre que devant les soudaines exigences et manifestations des étudiants, le directeur ait été pris au dépourvu et ait commis certaines maladresses.

Quant à certains profs, ils réagissent en envoyant une lettre au DIP où ils marquent leurs inquiétudes sur leur propre liberté d'expression en rapport avec la manière dont Yersin a utilisé les paroles de Contat prononcées en conférence des maîtres. Le problème devient plus grave, si même les profs sont susceptibles de représailles suivant l'interprétation que l'on peut donner à leurs actes ou à leurs paroles. On voit alors un rapprochement entre ces quelques profs et les étudiants qui donne lieu à de nombreuses discussions sur divers sujets dont bien sûr l'enseignement et l'école.

A ce moment là, les élèves ne savaient pas que Contat avait déjà plus ou moins la promesse d'obtenir un poste de remplacement à la Cité; lorsqu'on leur a communiqué la nouvelle, ceux-ci ont cru qu'une partie de leurs revendications avait abouti. Ils ont donc accepté de reprendre les cours normalement. L'effervescence de ces quelques semaines s'est peu à peu calmée, surtout du fait que l'on était à la veille des vacances de Pâques. Il ne semble pas qu'il y ait eu de sanctions importantes à la suite de ces événements.

On peut aussi remarquer que cette affaire avait suscité divers ragots sur la personnalité et les idées de Contat: il attaquait soit-disant des institutions telles que la religion, le mariage et la famille. Il devenait soudain un type bizarre. Les parents eux-mêmes désiraient voir les choses rentrer dans l'ordre au plus vite, la situation prenait trop d'envergure à leurs yeux.

Les élèves n'ont pas véritablement obtenu de résultats dans leurs revendications, mais il est intéressant de voir que pour une fois les étudiants ont réagi et que cette dynamique a rendu le rapport de forces plus égal. Ils possédaient alors un pouvoir dont ils n'ont pas su tirer de réel profit.

Qu'en est-il aujourd'hui?

Une telle situation ne serait pas prête de se reproduire. Tout est calme, les élèves subissent une routine dans laquelle le gymnase ne représente que le moyen d'obtenir un bac et non pas un lieu d'échanges et de rencontres. La plupart des jeunes viennent au cours et repartent sans vraiment désirer un changement vers une vie de groupe plus active, leurs principaux intérêts se trouvant ailleurs.

On peut aussi constater que les exigences pour obtenir une maturité ont augmenté depuis quelques années (années 73-74) et que par là même, beaucoup de gymnasien n'ont plus le temps de se consacrer à autre chose qu'à travailler, surtout les élèves de voie deux ans. En tous cas, il est incontestable qu'une plus grande indifférence ou plutôt passivité règne dans les écoles, non seulement au niveau politique, mais également à propos de l'expression de ses idées ou de la créativité en général.

Certains points mériteraient d'être plus amplement discutés, mais pour cet article nous en resterons là.

Zig et Puce

L' article publié ci-dessous est un complément à celui concernant concernant la politique des loisirs, élargissant ainsi la question à la télévision, grande alternative au bistrot. Cet article ne prétend en aucune manière refléter une position de groupe: il n'engage que son auteur mais peut servir de point de départ à l'ouverture d'un débat sur la question des loisirs.

L' école, le bistrot, le H. L. M., l' armée, étapes d' une vie concentrationnaire, mais de solitude. La télévision y trouve sa place, analgésique à neuf heures de cadences quotidiennes, à la pauvreté des rapports sociaux et affectifs. Instrument du pouvoir dans sa diffusion de l' idéologie dominante, la télévision réprime également la parole, la critique, l' imagination.

Très vite, la télévision devient pratique quotidienne et rituelle, anesthésiant corporel, mental et social. Le spectateur engage avec elle une pratique qui s' oppose à une création culturelle autonome; elle devient ainsi très vite objet de consommation et se trouve sacralisée comme tel. Son discours, magouillé par l' idéologie de la bourgeoisie, ne passe que dans un sens; il ne donne au spectateur aucun droit de réponse, le forçant à subir et par là le fait souvent adhérer au discours diffusé. Ceci d' autant plus que l' on consomme généralement le programme seul, ou à l' intérieur de la cellule familiale (où la télévision assure également, dans tous ses aspects aliénants, une partie de la survivance de celle-ci.) ce qui est sans commune mesure, dans une perspective critique, avec une vision collective du petit écran. Parfois, on essaie de mettre le discours en débat ("Face à face", "A armes égales"), mais même dans ces cas là, le spectateur reste passif, simple consommateur, car, fût-il antagoniste, le discours se maintient dans un cadre purement spectaculaire, où les conflits se limitent à un jeu réglé et minuté.

La conception de l' objet télévision lui-même n' est pas étrangère au rôle d' exutoire et d' aliénation qu' il joue: l' écran bombé de l' appareil, tendant à la sphéricité ne découpe pas le spectacle, contrairement à l' écran de cinéma, mais le circonscrit et le transforme en un véritable microcosme. De plus, dans l' intimité du cadre domestique, l' image, qu' elle représente violence ou guerre, nous apparaît comme spectaculaire, mais en même temps inoffensive. Elle nous confronte quotidiennement au monde, mais d' une manière retranchée, en nous disculpant et en nous évitant tout engagement personnel avec la réalité. Elle est par conséquent consommable.

Faut-il pour autant brûler la télévision? Même si une bonne partie des critiques formulées plus haut est imputable à la structure même du médium (discours excluant une réponse directe et passivité du spectateur par exemple), je crois que la condamner dans l' absolu serait porter un jugement a priori. Même s' il n' y a pas de solution possible en société capitaliste, en raison de la récupération idéologique du petit écran, on peut entrevoir des semblants d' expédients.

-Nationaliser les moyens de production sous le contrôle des travailleurs et sans indemnité des installations émettrices, des cables, des studios, des moyens de reportage, des agences de presse etc...

-Exiger un nombre croissant d' émissions en direct, exiger le direct de l' usine, de l' école du bistrot. C' est dans cette formule opposée au débat ritualisé et mis en scène que le contrôle du code télévisé est le plus difficile.

-Possibilité de fabriquer une contre-information par une pratique généralisée de la vidéo pouvant prétendre à un temps d'antenne.

-Régionaliser le pouvoir d'émission ce qui pourrait, par la proximité du spectateur, faciliter certaines tentatives de contrôle par les destinataires.

CELESTIN (la signature sur la première page de l'article est une erreur du rédacteur)

Annexe: quelques exemples de censure à la TV et radio suisse

1935: l'initiative de crise de l'Union Syndicale Suisse va être soumise au vote. Aucun représentant de l'USS n'est admis au débat radiophonique.

1939-1945: la radio passe sous le contrôle de l'armée (section Radio de l'Etat-Major général). La censure est totale durant cinq ans.

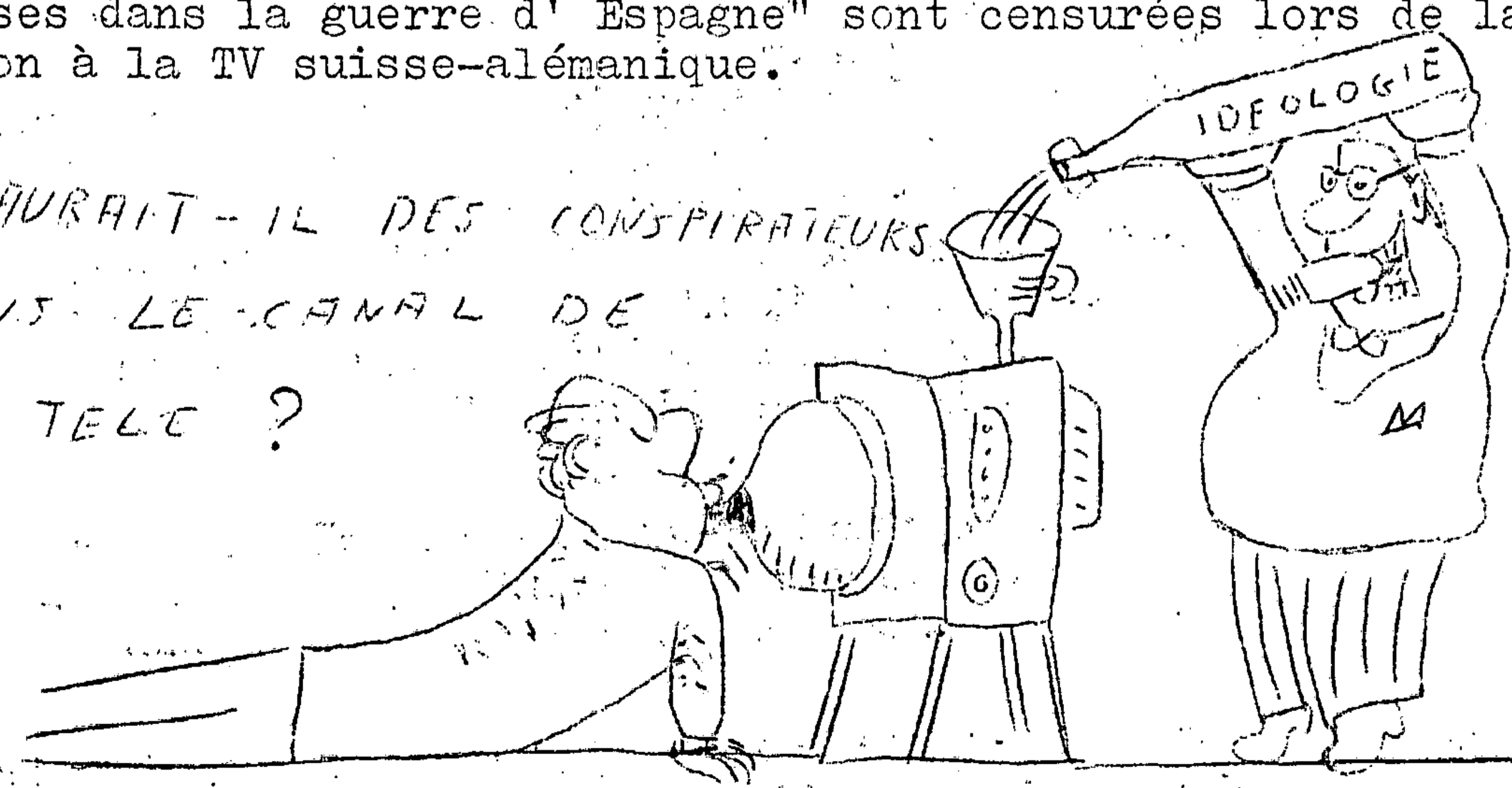
Années 50: "la guerre froide" bat son plein. Deux employés de la radio sont suspectés de "sympathies communistes" et licenciés.

1971: licenciements de plusieurs journalistes et réalisateurs à la suite de la grève de Genève. La SSR perd son procès, mais la majorité des licenciés ne sont pas réintégrés.

1974: création de la SFRV à Berne (association Hofer). Groupe de pression parlementaire qui enregistre toutes les émissions afin de "détecter" les "tendances gauchistes" des travailleurs de la TV suisse-allemande et de les dénoncer publiquement, au parlement, dans la presse, par des annonces payantes. L'association Hofer est à l'origine de la majorité des enquêtes menées, soit par la SSR elle-même, soit par des commissions parlementaires, sur des émissions de la TV suisse-allemande.

1975: les dernières minutes du film de Richard Dindo "les Suisses dans la guerre d'Espagne" sont censurées lors de la diffusion à la TV suisse-allemande.

Y AURAIT-IL DES CONSPIRATEURS
DANS LE CANAL DE
LA TELE ?



REPONSE A LA " CONTRIBUTION ". (cf. le Fossé N°1)

Dans cet article nous allons tenter de développer et de clarifier les problèmes soulevés dans la " contribution ". Nous en rappellerons plusieurs passages dont voici le premier:

" Rapport prof-élève hiérarchisé, l'élève écoute et reproduit ce que le prof dit. Rapport élève-élève appauvri par le temps, par la morale établie, par le manque de possibilités de parler de ses vrais problèmes. On drague en racontant des histoires, ou en invitant au cinéma. Tous les rapports sont régis par l'hypocrisie. "

Nous ne parlerons pas de l'avant-dernière phrase, les problèmes de " drague " de l'auteur n'intéressant que lui-même. Pourtant certains pensent, à l'encontre de l'opinion des auteurs, qu'il existe effectivement un problème à ce niveau, qu'il faudrait d'ailleurs mettre en relation avec la situation de la femme dans notre société. Dans ce cas il ne semble pas qu'il soit crucial dans les collèges et les gymnases, mais l'est par contre plus par exemple chez les apprentis. Ce serait un point à débattre.

Les rapports profs-élèves et élèves-élèves sont inhérents à la société capitaliste; en effet, le professeur est conditionné - ou s'il en est conscient, les représentants de l'Etat (règlements et directeurs) sont là pour l'y contraindre - à entretenir des rapports hiérarchisés avec ses élèves. Il s'appuie plus sur le maintien d'une pseudo-autorité que sur le respect réciproque des individus. Stirner: " L'esprit qui anime la plupart des enseignants en est une preuve tristement vivante. Façonnés, au mieux ils façonnent à leur tour; dressés, ils dressent. " Le traditionnel lever des élèves à l'entrée du prof est un exemple de l'hypocrisie de nos relations avec les profs qui s'imaginent que nous les respectons alors que nous ne faisons qu'obéir servilement par crainte de l'autorité. Mais il va sans dire que la plupart sont victimes au même titre que nous.

Il y a les enseignants qui " ne comprennent plus " leurs élèves: qui ne veulent plus les comprendre parce qu'ils leur refusent le droit à la parole, le droit à être respectés, le droit à la conscience politique. Toute discussion avec les jeunes ne peut, pensent-ils, que battre en brèche leur autorité. Ils ne sont pas capables d'imaginer d'autres rapports avec leurs élèves que ceux qu'ils conçoivent pour eux-mêmes envers l'administration ou par leurs enfants envers eux-mêmes: la soumission est pour eux la situation naturelle.

Il y a les enseignants qui se considèrent comme les seuls responsables et acceptent, voire recherchent en permanence, leur mise en cause en tant qu'individu par les élèves. La hiérarchie des salaires, des horaires, des promotions crée entre les " collègues " un esprit de concurrence et entretient médisance, ragôts sur les échecs ou réussites pédagogiques des uns et des autres. Il serait d'ailleurs intéressant d'avoir l'avis d'un prof sur ce sujet.

Quant à l'incommunicabilité entre les élèves, qu'elle soit entre filles et garçons ou entre membres du même sexe, elle se retrouve à tous les échelons de notre société, du nourrisson au rentier AVS, et n'est pas due au contexte même de l'école. Il faut se garder de rendre des problèmes généraux, spécifiques aux élèves des écoles secon-

LE CAB SE REUNIT
TOUS LES VENDREDIS
A 15h A CEDIPS
RUE DE LA TOUR 8bis

GYMNASTIENS
DU BELVEDERE
VENEZ NOMBREUX

LE CAB
ACCUEIL CHALEUREUX
CADRE UNIQUE AMBIANCE
JEUNES GENS DYNAMIQUES
PRESENTANT BIEN
JEUNES FILLES LIBEREES
DETENTE BOISSONS FORTES
JEUX CULTURELS

daires, l'Etat ne réussissant déjà que trop bien à faire que nous nous considérions comme une élite.

Notre vie appauvrie par le manque de temps est un fait mais n'est certainement pas un problème se posant avec acuité car il faut bien se dire que la scolarité est, avec la retraite pour ceux qui ont la possibilité d'en jouir, la période de la vie où l'individu possède le plus de temps libre. La jeunesse qui fait des études est déjà assez mal considérée par les classes laborieuses sans qu'on fasse des revendications ridicules. Néanmoins ce n'est pas une raison de rester béat.

Passons à la suite du texte: "Rapports élèves-Etat magouillés, toutes les décisions sont prises par l'Etat (Grand Conseil-DIP-directeurs-conférences des maîtres), notre susucré, le conseil des délégués, est tout ce qu'il y a de plus bidon, il n'obtiendra jamais rien de décisif sans luttes écolières généralisées qui l'appuient. Notre vie quotidienne est entre les mains de l'Etat (programmes, horaires, salles, etc.)"

Il est évident que nos rapports avec l'Etat sont "magouillés" puisque l'école est organisée comme un instrument de domination de classe: elle est toute pénétrée de valeurs et d'idées qui contribuent au maintien de la société d'exploitation. L'histoire nous montre que la naissance de l'école publique est due à la bourgeoisie. Celle-ci l'avait instaurée pour lutter contre les idées des anciennes classes dominantes puis contre les idées socialistes et révolutionnaires. Depuis il lui a fallu camoufler cet aspect de l'école sous le thème de la neutralité, qui a pour fonction de faire croire que l'école demeure en dehors de la politique et sert la société dans son ensemble. L'analyse de manuels aujourd'hui en usage montre bien la tromperie de la neutralité. La répression témoigne quotidiennement des limites du libéralisme. Les méthodes pédagogiques les plus répandues contribuent puissamment à la normalisation des comportements et des mentalités (soumission, concurrence, etc.), d'une façon différenciée selon les filières: la discipline du collège n'est pas celle de l'école primaire supérieure, la discipline du gymnase n'est pas celle de l'école de commerce. L'Etat assigne à l'école comme objectif, entre autres, de creuser un fossé entre futurs manuels et futurs intellectuels (les uns étant coupés des autres dès l'âge de 10 ans, placés dans des écoles différentes, etc.) et parmi les manuels et les intellectuels eux-mêmes (gymnases scientifiques séparés des gymnases classiques). L'Etat fait donc de nous de futurs "chiens de garde du Capital" (expression reprise d'un slogan de mai 68) et c'est pourquoi les rapports avec l'Etat sont "magouillés". Ainsi par la création d'une dissociation entre les manuels et les intellectuels il peut mettre en échec les mouvements révolutionnaires. En outre comme il est dit dans la "contribution" l'Etat y réussit grâce à une bureaucratie extrêmement hiérarchisée. C'est pourquoi les conseils de délégués n'obtiendront jamais rien. De tous temps le parlementarisme a servi à museler la base sous des apparences de démocratie.

Pour obtenir l'abandon de l'enseignement par l'Etat il faudrait certainement des luttes d'une autre ampleur que de simples luttes écolières qui n'obtiennent au mieux que de petites réformes.

Le texte: "Les programmes sont inadaptés autant à nos problèmes, qu'à notre futur métier."

Nous nous élevons contre cette phrase qui est en contradiction avec ce qui la précède. D'abord très peu de personnes ont déjà choisi leur futur métier, même au gymnase, bien au contraire c'est la filière qu'elles auront suivie qui déterminera leur métier. Ensuite

cela voudrait dire que l'enseignement n'est pas assez spécialisé, or, demander une spécialisation de l'enseignement serait répondre aux vœux des patrons. En effet, ce serait une source de profits puisqu'ils obtiendraient des individus déjà à moitié formés, les métiers demandant actuellement une spécialisation toujours plus grande, et en outre conditionnés, n'ayant qu'une vision restreinte de la société. Ainsi, par ce cloisonnement, ils pourraient mieux imposer leurs conditions. L'enseignement est en effet inadapté dans le sens où il nous coupe de la réalité, de la vie pratique. Nous sommes maintenus dans un ghetto.

Nous devons donc prendre conscience que la source de tous nos maux est le Capital imposant ses volontés par le truchement de l'Etat, et en tirer les conclusions.

Nous espérons ouvrir un dialogue par cet article qui contient un certain nombre d'idées personnelles sur l'école et ses finalités, mais qui, du fait du manque de place sont exprimées trop sommairement. Elles demandent donc à être développées séparément, d'autant plus que les opinions peuvent varier à leur sujet.

Nicodème et Nicéphore (dit l'anar.)

COLLECTIENS, PRENEZ CONTACT

AVEC NOUS !!!

ENEZ NOUS REJOINDRE

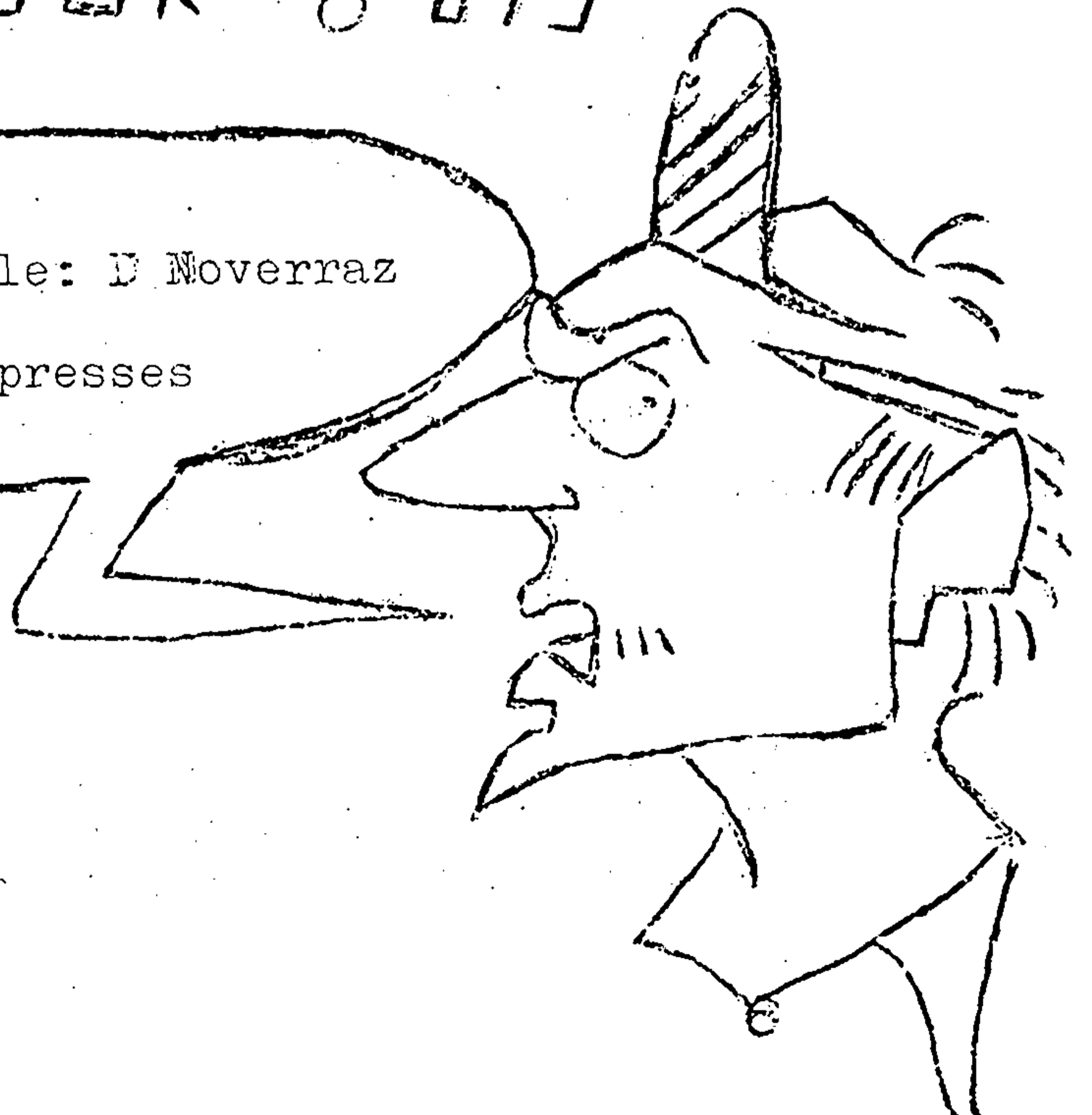
CHAQUE MERCREDI A 5h

A LA LIBRAIRIE LEDIPS,

RUE DE LA TOUR 8 BIS

Editeur responsable: D. Noverraz

Imprimé sur nos presses



CONTRIBUTION

Lausanne crachotte.

Crachottement de son industrie qui nous environne.

Hésitation de la flicaille, déchirée entre la répression aveugle, et le cynisme des fiches et des ordinateurs.

Accordéon de la population émigrée plus sûrement soumise à l'Ekonomie qu'aux initiatives.

Soubresauts de la subversion, engluée dans les phrases de ceux qui ont choisi le "politique" contre le quotidien, le non-vécu contre le vécu, les petites fiches (eux aussi) contre la vie.

Nos hésitations entre le Mao, l'école, militer, ou écrire, et la vie, mais quelle vie, quelle subversion? J'ai encore peur de la vie, de l'inconnu, alors je glande entre les petites fiches, l'école et le shit : sécurité.

Lutter à partir du Mao, c'était pour ça.

Pour briser la sécurité du bistrot où l'on sait qu'il pourrait se passer quelque chose, mais qu'il ne se passera rien.

Garder un bistrot ouvert, c'est garder cet espoir, faire la fête, c'est permettre qu'il devienne réalité.

Pour briser la sécurité de l'héro, qui remplace la révolte par le marchandage, la vie par la mort.

Pour briser la sécurité des fous du meeting, qui n'avaient pas réussi à amener le Mao aux 22 cantons, et qui se seraient vus réactionnaires pour ne pas savoir vivre.

Nous n'avons réussi qu'à donner un spectacle minable, parce que nous étions peu, parce que la situation nous poussait à jouer plus qu'à être, parce que nous n'avons pas OSE.

C'est le moment des choix, pendant que les flics choisissent, pendant que les apprentis choisissent, nous devons nous aussi choisir. Choisir entre la liberté et la fausse sécurité. Il faudra faire vite, mais il y a encore beaucoup de contradictions à dépasser.

V.O.

P.S. ce texte n'engage que son auteur, que le temps pendant lequel il l'a écrit tout comme les autres textes ou paroles. Il y a tellement de contradictions...